

N° 19 Avril.

Les barrières ne protègent pas 8 elles enferment !

Trump a annoncé mercredi 2 avril – la veille on aurait pu croire à un poisson d'avril ! – une hausse des droits de douane perçus par les États-Unis. La guerre économique est déclarée, au risque de précipiter rien de moins qu'une crise de l'économie mondiale.

L'impérialisme américain à l'offensive

Cette taxation va renchérir la plupart des marchandises de 10 % à 50 % selon les pays. Les automobiles ont droit à un minimum de 25 % d'où qu'elles viennent. Les produits chinois, déjà taxés à hauteur de 20 %, se voient infliger 34 points de plus, soit un total de 54 % !

Pour justifier cette remise en place de barrières douanières à un niveau jamais vu depuis plus d'un siècle, Trump présente son pays comme la victime du libre-échange... que ses prédécesseurs ont imposé pour asseoir la domination des États-Unis sur l'économie mondiale !

À l'entendre, ses droits de douane à lui seraient une réponse « gentille » à ceux prétendument plus élevés des autres pays. C'est un mensonge pur et simple. Mais un mensonge assorti d'une menace, celle de les augmenter encore. De fait, bon nombre de pays semblent préférer négocier avec le chef de la principale puissance de la planète.

Leur guerre économique... avec notre peau !

D'autres envisagent de rendre coup pour coup et taxe pour taxe. Pas tant du côté de l'Europe, où Macron joue au chef de bande, mais brasse surtout de l'air – un comique de répétition lassant à force de n'être même pas drôle –, que du côté de la Chine, qui a annoncé une hausse miroir de 34 % de ses droits de douane sur les produits américains. Qu'il y ait riposte ou pas, les exportations refoulées aux États-Unis vont chercher à s'écouler dans d'autres pays. Lesquels pourraient à leur tour... relever les taxes sur leurs importations !

Cette perspective d'une escalade générale des barrières douanières a immédiatement fait chuter les cours des principales bourses de la planète. Les capitalistes ont peur, certes, mais du côté des travailleurs, nous aurions tort de nous réjouir.

Dans l'immédiat, c'est l'inflation qui menace aux États-Unis. Les entreprises étrangères ne céderont pas leurs bénéfices aux douaniers : elles augmenteront donc leurs prix. Demain, c'est l'emploi qui risque de trinquer. À Detroit, capitale de l'automobile des États-Unis, des ouvriers angoissent de voir les droits de douane s'appliquer sur les châssis en aluminium provenant du Canada, à quelques kilomètres seulement. Le prix des voitures qu'ils produisent grimperait en flèche, au risque que personne ne les achète... et que leur patron les licencie.

Réindustrialisation, piège à c...

Trump minimise. Ces « perturbations » seraient un mauvais moment à passer avant que l'appétissant marché américain amène la relocalisation d'usines aux États-Unis. Chez nous aussi, tout le monde parle de réindustrialisation, de la gauche à l'extrême droite. Mais personne ne le fait. Barrières douanières ou non, ce qui attire les capitalistes, ce sont les possibilités de faire du profit sur l'exploitation des travailleurs. Et, des plus protectionnistes aux plus libre-échangistes, tous les dirigeants capitalistes, comme Macron, et ceux qui aspirent à l'être, comme Le Pen et Bardella, s'accordent pour vouloir renforcer ces possibilités.

Entre travailleurs, pas de frontières !

Bien des syndicats, ici ou ailleurs, céderont aux sirènes du protectionnisme. Comme si l'État aux mains des patrons pouvait faire autre chose qu'aider ces derniers à nous exploiter ! Libre-échange ou barrières douanières, ce sont les deux faces d'une même médaille : le capitalisme !

Les barrières douanières ne nous protégeront pas plus des bas salaires et des licenciements que la fermeture des frontières aux immigrés. Nos adversaires ne sont pas les travailleurs des autres pays : c'est même précisément par des luttes communes contre nos exploitateurs communs que nous pourrons remettre à l'endroit ce monde qui marche sur la tête.

Pour suivre :  NPA.revo.TravailSocial

✉ TravailSocial.npa92@protonmail.com



www.npa-revolutionnaires.org



L'actu du social



1er avril : 30.000 manifestant.es en France, une mobilisation réussie !

1700 à Nantes, 1500 à Paris, 1200 à Lyon, 800 à Grenoble, 500 à Rennes... Les travailleurs et travailleuses du secteur social et médico-social étaient nombreux à rejoindre l'appel des Rencontres nationales du travail social en lutte, en organisant plus de 100 rassemblements partout en France. Samu social, prévention spécialisée, assistantes sociales hospitalières, aide sociale à l'enfance, secteur du handicap, de l'aide à domicile... mais aussi France Travail, étudiants en travail social, ou encore AED ou salariés de la culture, tous et toutes sont venus grossir les cortèges, révoltés par les coupes budgétaires et les licenciements.

Une lutte nécessaire face au désastre annoncé

La mobilisation était axée sur la nécessité de s'organiser et se coordonner pour défendre les postes et les moyens, menacés par le vote de plus de 4 milliards d'euros de coupes budgétaires. On estime au moins 186 000 suppressions de postes ! Et comme si les plans de licenciement ne suffisaient pas, le petit Medef du secteur (Axess) vient d'annoncer de nouvelles attaques : **semaine de 48 heures, journée de 12 heures, repos diminué à 9 heures entre deux prises de poste, suppression de jours de congé... Alors que le nombre de postes vacants et de burn-outs explose déjà dans le secteur, belle perspective pour « rendre le secteur attractif »**

Du 1er avril, à la semaine du 12 mai ne relâchons pas la pression !

Si la mobilisation du 1er avril a été suivie et forte, c'est grâce aux AG et la coordination des travailleurs, qui appellent à poursuivre et amplifier la mobilisation la semaine du 12 mai avec un point d'orgue le 15 mai ! **Car une seule journée de grève ne suffira pas pour faire plier le gouvernement et les patrons sur nos revendications, et encore moins les délégations au ministère !**

Alors que des fédérations syndicales tentent de verrouiller le mouvement, il faut renforcer nationalement la pression et imposer l'unité des travailleurs pour une lutte d'ensemble la semaine du 12 mai !

Pour cela, nous ne pourrons compter que sur nous même : salarié.es du public et du privé, étudiant.es, formateurs, sans emploi, syndiqué.es ou non avec les collectifs, et tous les autres secteurs en lutte : la force des travailleurs et des travailleuses, c'est la grève !

La supercherie du collectif des 400 000 !

Quand Nexem appelle à se mobiliser pour le secteur social, il est crucial d'y regarder de près. Ce collectif d'employeurs du secteur, qui est à la pointe de la financiarisation du secteur avec ses grands groupes comme SOS, la CNAPE (fédération des associations de la protection de l'enfance), participe au blocage des négo dans la convention 66, et au forcing pour une convention collective unique qui prévoit de détruire les droits des salarié.es. A ses côtés dans l'appel des 400.000, la direction de l'APF licencie actuellement 450 salarié.es, et aggrave par la même occasion l'accompagnement des personnes en situation de handicap.

Alors, derrière le vernis de cet appel à se mobiliser le 15 mai, sous couvert de défendre la protection de l'enfance et les professionnel.les du secteur, il s'agit bien de patrons qui licencient répriment et précarisent.

Nous ne sommes pas dupes, leurs intérêts ne sont pas les nôtres. Le 15 mai, nous serons en grève. En tout indépendance de classe, car c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons. !



[DOSSIER] Ni chair à patrons, ni chair à canons. À bas le militarisme !
A lire sur notre site

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES
TRAVAIL SOCIAL

Ce bulletin est le tien,
n'hésite pas à le faire circuler !
Ne pas jeter sur la voie publique.